

# **GE\_GERICHTE DAAJ/107/2022 vom 24. August 2022**

GE Cour de justice, 2022-08-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_DAAJ\\_107\\_2022](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DAAJ_107_2022)

FR: GE\_GERICHTE DAAJ/107/2022 du 24 août 2022

IT: GE\_GERICHTE DAAJ/107/2022 del 24 agosto 2022

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

En tant qu'elle refuse l'assistance juridique, la décision entreprise est sujette à recours auprès de la présidente de la Cour de justice (art. 121 CPC et 21 al. 3 LaCC), compétence expressément déléguée à la Vice-présidente soussignée sur la base des art. 29 al. 5 LOJ et 10 al. 1 du Règlement de la Cour de justice (RSG E 2 05.47). Le recours, écrit et motivé, est introduit auprès de l'instance de recours (art. 321 al. 1 CPC) dans un délai de dix jours (art. 321 al. 2 CPC et 11 RAJ).

### **E. 1.2**

En l'espèce, le recours est recevable pour avoir été interjeté dans le délai utile et en la forme écrite prescrite par la loi.

### **E. 1.3**

Lorsque la Cour est saisie d'un recours (art. 121 CPC), son pouvoir d'examen est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits

- 4/7 -

AC/2144/2022 (art. 320 CPC, applicable par renvoi de l'art. 8 al. 3 RAJ). Il appartient en particulier au recourant de motiver en droit son recours et de démontrer l'arbitraire des faits retenus par l'instance inférieure (HOHL, Procédure civile, tome II, 2ème éd., n. 2513-2515).

## **E. 2**

La recourante conteste que sa cause soit dépourvue de toute chance de succès. Elle fait valoir que son licenciement pour raison économique était abusif et invoque également des recrutements abusifs effectués par la filiale suisse rattachée à H\_\_\_\_\_ BV, enregistrée aux Pays-Bas. La recourante aurait été empêchée de mener une carrière en Suisse dans le secteur de l'horlogerie et la joaillerie de luxe en ayant été forcée à tout perdre, poussée à bout et discréditée publiquement. Elle conteste n'avoir produit que deux pièces pertinentes sur le dossier remis à l'Assistance juridique.

### **E. 2.1**

Reprenant l'art. 29 al. 3 Cst., l'art. 117 CPC prévoit que toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes a droit à l'assistance judiciaire à moins que sa cause paraisse dépourvue de toute chance de succès.

#### **E. 2.1.1**

Un procès est dépourvu de chances de succès lorsque les perspectives de le gagner sont notablement plus faibles que les risques de le perdre, et qu'elles ne peuvent donc être considérées comme sérieuses, de sorte qu'une personne raisonnable et de condition aisée

renoncerait à s'y engager en raison des frais qu'elle s'exposerait à devoir supporter; en revanche, une demande ne doit pas être considérée comme dépourvue de toute chance de succès lorsque les perspectives de gain et les risques d'échec s'équilibrent à peu près ou lorsque les premières sont seulement un peu plus faibles que les seconds. Ce qui est déterminant est de savoir si une partie, qui disposerait des ressources financières nécessaires, se lancerait ou non dans le procès après une analyse raisonnable. Une partie ne doit pas pouvoir mener un procès qu'elle ne conduirait pas à ses frais, uniquement parce qu'il ne lui coûte rien (ATF 142 III 138 consid. 5.1; ATF 128 I 225 consid. 2.5.3). La situation doit être appréciée à la date du dépôt de la requête et sur la base d'un examen sommaire (ATF 142 III 138 consid. 5.1; 133 III 614 consid. 5). L'absence de chances de succès peut résulter des faits ou du droit. L'assistance sera refusée s'il apparaît d'emblée que les faits pertinents allégués sont invraisemblables ou ne pourront pas être prouvés (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_614/2015 du 25 avril 2016 consid. 3.2). Lorsque la valeur litigieuse de l'action est légèrement excessive, l'assistance judiciaire doit être accordée. Ce n'est qu'en cas d'action manifestement excessive et massive que la requête d'assistance judiciaire doit être qualifiée globalement de vouée à l'échec. Il n'y a pas de place pour un octroi partiel à hauteur de la créance qui pourrait être admise (ATF 142 III 138 consid. 5.7). Il n'est en effet pas acceptable que la partie dans le besoin poursuive une valeur litigieuse exagérée aux frais du contribuable et génère ainsi des frais manifestement inutiles (ATF 142 III 138 consid. 5.7).

### **E. 2.1.2**

La qualité pour défendre (ou légitimation passive) appartient aux conditions matérielles de la prétention litigieuse, lesquelles se déterminent selon le droit au fond et

- 5/7 -

AC/2144/2022 dont le défaut conduit au rejet de l'action (ATF 142 III 782 consid. 3.1.4, 138 III 537 consid. 2.2.1; 125 III 82 consid. 1a; 114 II 345 consid. 3a; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_212/2020 du 26 janvier 2022 consid. 4). En principe, la qualité pour défendre appartient à celui qui est l'obligé du droit et contre qui est dirigée l'action du demandeur (arrêts du Tribunal fédéral 5A\_398/2017 du 28 août 2017 consid. 4.1.3 et 4A\_560/2015 du 20 mai 2016 consid. 4.1.1; ACJC/1093/3032 du 1er septembre 2021 consid. 3.1.1). La question de la légitimation active ou passive d'une partie au litige relève du droit matériel et elle est examinée d'office, à tous les stades de la procédure (ATF 139 III 504 consid. 1.2 et 126 III 59 consid. 1a). En principe, les sociétés dominées (ou sociétés-filles) appartenant à un groupe soumis à une direction économique unique peuvent se prévaloir de leur indépendance juridique par rapport à la société dominante (ou société-mère). Toutefois, le voile social peut être levé et l'identité économique avec la société dominante être invoquée (Durchgriff) lorsque le fait d'opposer l'indépendance juridique des deux entités constitue un abus de droit (art. 2 CC; cf. ATF 137 III 550 consid. 2.3.1 et 132 III 489 consid. 3.2). Selon la doctrine, il existe une confusion des sphères lorsqu'extérieurement, l'identité d'une société-fille ne peut plus être distinguée de celle de la société-mère, en d'autres termes lorsqu'une apparence d'unité est créée par des signes extérieurs tels que des raisons sociales identiques ou très semblables, des sièges sociaux, des locaux, des organes, du personnel ou des coordonnées téléphoniques identiques (ATF 137 III 550 consid. 2.3.2).

### **E. 2.2**

2.2.1 En l'espèce, la demande en paiement de la recourante est exorbitante, s'agissant du montant total réclamé en 2'851'147 fr. 83, en particulier au regard de la modestie de son salaire qui s'élevait à 3'200 EUR par mois selon le contrat de travail produit. De plus, les prétentions de la recourante concernent apparemment la période de 2016 à 2022, soit postérieurement au terme de son contrat de travail, qui a apparemment pris fin en octobre 2015 selon l'attestation qu'elle a elle-même versée à la procédure. La recourante n'explique pas en quoi ses prétentions pour la période ultérieure seraient justifiées. Par conséquent, la Vice-présidente du Tribunal pouvait valablement, dans ces conditions, considérer que les chances de succès de la recourante étaient globalement nulles et le recours doit être rejeté pour ces motifs déjà.

### **E. 2.2.2**

A cela s'ajoute qu'en l'espèce, la recourante a été engagée par C\_\_\_\_\_ S.A./N.V. D\_\_\_\_\_ [Belgique], mais elle a assigné B\_\_\_\_\_ Sàrl Genève en paiement et affirme que celle-ci est "une filiale suisse rattachée à H\_\_\_\_\_ BV", enregistrée aux Pays-Bas. Or, elle n'expose pas en quoi la société B\_\_\_\_\_ Sàrl Genève et son ancienne employeuse C\_\_\_\_\_ S.A./N.V. D\_\_\_\_\_ [Belgique] se confondraient et devraient être considérées comme une seule et unique entité. Au contraire, ces sociétés n'ont pas de sièges sociaux identiques puisqu'ils sont situés dans des pays différents, l'un en Suisse et

- 6/7 -

AC/2144/2022 l'autre en Belgique, de sorte qu'elles forment a priori des sociétés juridiquement distinctes l'une de l'autre. En tout état de cause, la recourante n'apporte aucun argument venant contredire cette conclusion. Par conséquent, en assignant B\_\_\_\_\_ Sàrl Genève en paiement plutôt que son ancienne employeuse C\_\_\_\_\_ S.A./N.V. D\_\_\_\_\_ [Belgique], la recourante a dirigé son action contre une entité a priori dépourvue de la légitimation passive, respectivement de la qualité pour défendre. C'est, dès lors, avec raison que la Vice-présidente du Tribunal a considéré que la cause de la recourante paraissait vouée à l'échec en l'absence de légitimation passive, respectivement de qualité pour défendre de B\_\_\_\_\_ Sàrl Genève. Partant, le recours, infondé, sera rejeté.

### **E. 3**

Sauf exceptions non réalisées en l'espèce, il n'est pas perçu de frais judiciaires pour la procédure d'assistance juridique (art. 119 al. 6 CPC). Il n'y a pas lieu à l'octroi de dépens.

- 7/7 -

AC/2144/2022 \* \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA COUR : A la forme : Déclare recevable le recours formé par A\_\_\_\_\_ contre la décision rendue le 24 août 2022 par la Vice-présidente du Tribunal de première instance dans la cause AC/2144/2022. Au fond : Rejette le recours. Déboute A\_\_\_\_\_ de toutes autres conclusions. Dit qu'il n'est pas perçu de frais judiciaires pour le recours, ni alloué de dépens. Notifie une copie de la présente décision à A\_\_\_\_\_ (art. 327 al. 5 CPC et 8 al. 3 RAJ). Siégeant : Madame Verena PEDRAZZINI RIZZI, vice-présidente; Madame Maïté VALENTE, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa

notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.